



Ajustement des mentalités

L'article de Jian-Ye Wang et Abdoulaye Bio-Tchané intitulé «Afrique-Chine : des liens plus étroits» (mars 2008) fait un état des lieux admirable des relations économiques sino-africaines. Les auteurs proposent six mesures pour renforcer les politiques nationales afin que l'Afrique puisse tirer le meilleur parti de ses échanges croissants avec la Chine.

Toutefois, l'application de ces mesures devra aller de pair avec une transformation des mentalités chez les dirigeants africains. Par exemple, les auteurs recommandent de ne pas accumuler de dettes insoutenables. Le non-dit à ce niveau est qu'il y a des causes politico-économiques (moins visibles mais plus dangereuses) à cette accumulation.

Certains politiciens exigent un pourcentage des investissements relatifs aux projets; d'autres effectuent des ponctions sur les crédits alloués. Les politiques nationales de régulation de la demande et de promotion des exportations laissent à désirer; les pays s'endettent sans tenir compte de leur capacité de rembourser; des projets surdimensionnés donnent naissance à des éléphants blancs. Tous ces phénomènes — qui traduisent l'irresponsabilité de certains dirigeants — illustrent aisément le paradoxe du surendettement et du sous-développement de l'Afrique.

Pour bénéficier des relations avec la Chine, les décideurs doivent avoir une bonne attitude. De même qu'elle a besoin du vaccin antitétanique pour ses enfants, l'Afrique a urgemment besoin d'un «programme d'ajustement des mentalités».

Hippolyte Binazon
Consultant en gestion des organisations
Cotonou, Bénin



Vous avez dit «macroéconomistes»?

Ces dernières années, j'ai relevé une évolution notable dans les rapports entre *FD* et son lectorat. Vous présentez des informations plus accessibles sur les maîtres de la pensée économique contemporaine. J'apprécie en particulier la rubrique «Paroles d'économistes», où je découvre des auteurs vivants dont la contribution théorique et empirique au développement de la réflexion économique de notre époque a été significative, voire même fondamentalement novatrice.

Vous avez surtout consacré vos portraits à des macroéconomistes théoriciens et chercheurs comme Amartya Sen, V. L. Smith, Robert Mundell, Martin Feldstein, Paul Krugman, John Taylor et Robert Barro, les autres étant des décideurs de politique économique ou des praticiens. Cette distinction entre macroéconomistes, décideurs (Otmar Issing, Haruhiko Kuroda, Alice Rivlin) et praticiens (Hernando de Soto) m'intrigue beaucoup. Après trois décennies d'une quête de convergence entre les deux branches de la science économique moderne — macroéconomie et microéconomie — sous l'impulsion de vastes programmes de recherche, est-il encore pertinent de parler de «macroéconomistes»?

Par ailleurs, dans son article sur John Taylor, Prakash Loungani nous apprend que A. W. Phillips a établi un rapport entre

les niveaux de l'inflation et du chômage. Or, à ce que je sache, Phillips établissait plutôt un rapport entre les variations relatives de l'inflation et du chômage (courbe de Phillips).

Mahmoud Abdelmoula
Ministère du développement et de la coopération internationale
Tunis, Tunisie

Le succès de Taylor

L'article sur Taylor est à la fois séduisant et instructif. L'auteur expose les travaux de Taylor comme allant au-delà de ceux de Friedman. Mais, en suggérant une réaction systématique et permanente de la Réserve fédérale des États-Unis, Taylor ne fait que s'inscrire dans la logique structurelle de Friedman.

Ses conseils aux enseignants d'économie me paraissent si intuitifs que, s'ils étaient mis en pratique dans les pléthoriques amphithéâtres africains, ils permettraient d'instruire les étudiants tout en décrivant l'ambiance formelle des cours magistraux.

Le succès de Taylor aurait connu sa plénitude si ce macroéconomiste s'était penché de façon explicite, dans sa tentative de réforme du FMI, sur la mise en œuvre de la politique monétaire dans les pays africains.

Brice Agonvonon
Bénin

Les placements spéculatifs à l'origine de la crise

L'article intitulé «Subprime : topographie d'une crise» (décembre 2007) donne l'heure juste sur la crise financière actuelle, où l'on parle beaucoup du problème hypothécaire et très peu des contrats d'échange sur défaillance, d'obligations structurées adossées à des emprunts et d'autres structures à effet de levier. À l'évidence, le peu d'attention accordé à ces structures tient au fait qu'elles sont difficiles à comprendre pour le profane. (Après tout, même les banques et autres détenteurs de ces instruments ont du mal à les évaluer.) Vous avez raison de rappeler que c'est le surendettement, et pas forcément les défaillances croissantes sur les hypothèques à risque, qui a aggravé la crise actuelle. Si l'on ajoute à cela l'excès de liquidités et les investisseurs très portés sur le risque, l'explosion est inévitable.



Malheureusement, les solutions réglementaires, certes utiles, tarderont à venir. Entre-temps, les organismes de réglementation seront déjà confrontés à une nouvelle génération d'instruments financiers.

Manuel Pereyra
Vice-Président pour la stratégie, Penta Estrategia & Inversiones
Santiago, Chili

Écrivez-nous! Adressez votre courrier à fanddletters@imf.org ou à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.). La rédaction accepte volontiers vos lettres (300 mots maximum), qui pourront être modifiées pour des raisons d'espace.